

ANALYSE

# Indonésie : Jokowi, un retour de l'autoritarisme ? Une mise en perspective historique

mardi 16 juillet 2024, par [Anda Djoehana Wiradikarta](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2024).

**Après deux mandats présidentiels, Joko Widodo n'a pas tenu ses promesses de défense des droits de l'homme et de la démocratie indonésienne.**



*L'ancien président indonésien Joko Widodo. (Source : Asialink)*

Le président indonésien Joko Widodo ne s'est pas représenté à l'élection du 14 février dernier. La constitution indonésienne limite à deux le nombre de mandats d'un président. Son successeur, Prabowo Subianto, qui était son ministre de la Défense et se présentait pour la troisième fois à l'élection présidentielle, a été officiellement proclamé vainqueur dès le premier tour avec près de 59 % des voix, contre deux autres candidats, l'ancien gouverneur de Jakarta Anies Baswedan (25%) et l'ancien gouverneur de Java central Ganjar Pranowo (16%). Le taux de participation a été de plus de 82 %, comme à la précédente en 2019 et bien plus qu'en 2014, où il avait atteint de 70 %.

Jokowi, comme on appelle familièrement le président sortant [1], est devenu extrêmement populaire. D'après une étude menée en avril dernier, il bénéficiait encore d'un [taux d'approbation de plus de 77 %](#). Tout a commencé en 2005. Candidat pour le PDI-P, le parti de Megawati Sukarnoputri, ex-présidente et fille de Soekarno, Jokowi est élu maire de Surakarta, une ville du centre de Java également appelée Solo. Il fait un remarquable travail d'aménagement et de développement de la ville et est réélu en 2010. En 2012, la City Mayors Foundation, un think tank international sur les questions urbaines, le nomme « [3° meilleur maire du monde](#) ».

Mais cette même année 2012, son parti présente Jokowi comme candidat à l'élection gouvernementale de Jakarta [2]. L'opinion de la capitale lui est largement acquise en raison du travail qu'il a fait à Solo. Il est élu avec près de 54 % des voix contre le gouverneur sortant. À la tête de l'administration de la capitale, Jokowi fait de nouveau un travail remarquable, secondé par un vice-gouverneur très efficace et également très populaire, Basuki Tjahaja Purnama, familièrement appelé Ahok [3]. En particulier, c'est sous le gouvernement de Jokowi que la construction du métro de Jakarta démarre enfin en 2013, alors que les premières études avaient commencé en 1985.

Son parti décide alors de le présenter comme candidat à l'élection présidentielle de 2014. Il est élu

avec un peu plus de 53 % des voix contre Prabowo et un taux de participation de 70 %. Il se représente en 2019, toujours contre Prabowo, et fait un score encore meilleur avec 55,5 % des voix et un taux de participation de 82 %. L'hebdomadaire américain *Time* publie la photographie de Jokowi sur sa couverture du 15 octobre 2014 avec comme titre : « [A New Hope](#) », « [Un nouvel espoir](#) ».

Pour son premier mandat, Jokowi avait exprimé sa volonté de [développer les infrastructures](#) longtemps négligées de l'Indonésie et nécessaires à une croissance plus soutenue de son économie. Il a ainsi fait construire de nouvelles routes, autoroutes et voies ferrées, de nouveaux ports et aéroports, de nouvelles centrales électriques, mais aussi de nouvelles usines et développé ou créé de nouvelles activités dans le secteur primaire comme l'agriculture, la pêche et les mines.

Mais il y a aussi des réalisations qu'on ne peut justifier par le développement économique, comme le circuit de Mandalika dans l'île de Lombok, située à l'est de Bali. Ce projet a été financé en partie par l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), une banque de développement créée à l'initiative de la Chine pour financer des projets pour lesquels, face aux besoins en infrastructure des pays asiatiques, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement [ne suffisent pas](#). Les Nations unies ont demandé au gouvernement indonésien de respecter les droits de l'homme et la loi à propos de cas de [saisies de terrain agressives, d'éviction forcée et d'intimidation](#).

Un autre projet, industriel celui-ci, affecte les populations locales. En septembre 2023, des heurts ont lieu entre la police et des habitants de Rempang, une île dans la province des îles Riau limitrophe de Singapour. Les 7 500 habitants des seize villages traditionnels de l'île sont menacés par le [projet « Rempang Eco-City »](#), qui comprend une zone industrielle, une zone de services et une zone touristique. Pour le journaliste Koh Ewe basé à Singapour, ces affrontements révèlent les tensions entre les autorités et les communautés locales en Indonésie à propos de différents projets d'infrastructures, dont beaucoup sont financés par des entreprises chinoises et [demandent le déplacement de ces communautés](#).

Le plus grand des projets qui posent problème est la nouvelle capitale, baptisée « Nusantara » [4], construite dans la province de Kalimantan oriental sur l'île de Bornéo. Ce projet a été annoncé en 2019 avec un coût total estimé à [32 milliards de dollars](#). Il est critiqué pour manque de consultation, notamment pour son [impact sur l'environnement](#). Il [menace les droits de populations locales](#). Il inquiète à cause d'une [implication grandissante de la Chine](#) dans sa construction.

Ces différents projets ont mis au jour le peu de cas fait des droits des citoyens sous les deux présidences de Jokowi. Pourtant après sa réélection en 2019, le [New York Times](#) titrait : « *Avec la réélection de Joko Widodo, l'Indonésie va à contre-courant de la tendance mondiale en faveur des hommes forts* ». En effet au Brésil, Jair Bolsonaro avait été élu président en janvier de cette année. En Pologne, Andrzej Duda a été élu président de la République en 2015. En Inde, Narendra Modi était Premier ministre depuis 2014. En Hongrie, Viktor Orbán était à la tête du gouvernement depuis 2010.

Une autre tendance est apparue dès le premier mandat de Jokowi. Pour Tom Power, chercheur à l'Australian National University, sous Jokowi, le gouvernement a ouvertement et systématiquement [utilisé les institutions légales à des fins politiques](#), créant de dangereux précédents pour la démocratie indonésienne.

Le principe démocratique fait partie de la vision des dirigeants du mouvement national qui apparaît dans les années 1920. Ces dirigeants ont reçu une éducation en néerlandais à laquelle leur donnait droit leur condition. Ils parlent et lisent non seulement le néerlandais mais certains également l'anglais et l'allemand. Une de ses principales figures, Hatta, étudiant à l'école de commerce de

Rotterdam, participe en 1926 au 6<sup>e</sup> Congrès démocratique international pour la paix, organisé par Marc Sangnier, un des fondateurs de la démocratie chrétienne. Une autre figure éminente, Sjahrir, qui étudie le droit à Leyde, fréquente l'aile gauche, anticolonialiste, du parti social-démocrate néerlandais. Les deux hommes rentrent en Indonésie en 1931, l'année où Soekarno, figure la plus éminente du mouvement national, sort de prison. Les trois sont bientôt arrêtés par le gouvernement colonial, qui les envoie en exil dans des îles reculées de l'archipel.

Quand les Japonais débarquent dans les Indes néerlandaises en avril 1942, mettant fin à trois siècles et demi de domination néerlandaise, ils sont accueillis en libérateurs par la plupart des militants du mouvement national, auxquels ils promettent l'indépendance. Pour cette raison, Soekarno et Hatta acceptent de coopérer avec l'occupant dans cette perspective. Mais Sjahrir, qui dès les années 1930 avait compris le caractère fasciste du militarisme japonais, décide avec l'accord des deux autres dirigeants de ne pas collaborer avec les Japonais et de rester dans l'ombre.

Pour « culture politique », je reprends la définition qu'en donne Denis-Constant Martin, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, à savoir « *le résultat, construit dans le cadre d'une collectivité déterminée et, le plus souvent, attachée à un espace particulier, de l'appréhension, au travers des mécanismes de l'affectivité politique, des réalités matériellement vécues et des stratégies déployées par les individus (ou les groupes auxquels ils se sentent appartenir, ou encore les personnalités auxquelles ils s'identifient dans une situation donnée), ainsi que des relations établies entre ces réalités et ces stratégies* » (« La découverte des cultures politiques », in *Les Cahiers du CERI* no. 2 (1992).

La démocratie est une référence pour Soekarno aussi, mais sous une forme qui selon lui doit s'inscrire dans les traditions indonésiennes. Dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> juin 1945 [5], alors que la guerre n'est pas terminée dans cette partie du monde et que le Japon occupe toujours l'Indonésie, devant les membres d'une organisation mise en place par les autorités d'occupation en avril de cette année pour préparer l'indépendance du pays, Soekarno prône une démocratie qui apporte la prospérité sociale, fondée sur le *permusyawaratan*, la délibération. En cela, Soekarno avait bien saisi la culture politique traditionnelle des Indonésiens [6].

D'après l'historien britannique spécialiste de l'Asie du Sud-Est, O. W. Wolters, au IX<sup>e</sup> siècle, les seigneurs du centre de Java s'efforçaient de maintenir « *un équilibre entre leurs propres demandes et les intérêts des communautés agraires indépendantes et prospères* ». Raffles, le fondateur de Singapour, qui a été lieutenant-gouverneur général de Java de 1811-1814 pendant les guerres napoléoniennes, qualifie le village javanais de « *république* ». Au sein du village, les décisions sont prises lors de réunions dans lesquelles il faut arriver à un consensus. Ces réunions sont fondées sur un fonctionnement égalitaire. L'écrivaine et épidémiologiste américano-britannique Elizabeth Pisani l'apprend à ses dépens. Discutant avec l'écrivain Ahmad Tohari, elle émet l'opinion que la société indonésienne traditionnelle est hiérarchique et autoritaire. Tohari, qui est originaire d'un village du centre de Java, l'emmène dans son village pour assister à une réunion, dans laquelle elle ne voit pas lequel des participants est le chef du village.

Soekarno et Hatta proclament l'indépendance le 17 août 1945. Dans la foulée, Sjahrir rédige un pamphlet en néerlandais, *Onze strijd* (« *Notre lutte* »), qui selon l'historien américain Benedict Anderson « *fournit une définition claire de la stratégie adoptée par le gouvernement Sjahrir et qui fut suivie avec des différends sérieux par ses successeurs* » [7]. Sjahrir déclare la nécessité d'une « *révolution démocratique* ». Dans ce but, il réclame une purge des éléments collaborationnistes du gouvernement indonésien.

Pendant plus de quatre ans, la jeune République d'Indonésie doit faire face à l'agression des Pays-Bas, qui considèrent toujours l'archipel comme leur colonie. Ces derniers envoient un corps

expéditionnaire de quelque 150 000 hommes équipé d'un matériel militaire moderne qui vient renforcer une armée coloniale reconstituée de 65 000 hommes. Les Néerlandais réoccupent progressivement la majeure partie de l'archipel. Les Indonésiens ne contrôlent plus qu'une moitié de Java et de Sumatra, alors que les Néerlandais occupent les centres économiques, plantations, champs pétroliers et ports.

En août 1947, à la tête d'une délégation, Sjahrir plaide la cause indonésienne devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. Sa réputation de résistant à l'occupation japonaise neutralise la propagande néerlandaise, qui cherche à délégitimer le gouvernement indonésien en qualifiant ses membres de collaborateurs.

Les Pays-Bas acceptent finalement de transférer la souveraineté sur l'archipel aux Indonésiens en décembre 1949. Mais en avril 1950, un politicien moluquois proclame une République des Moluques du Sud. La rébellion est rapidement réprimée. En octobre 1952, un plan de réduction des effectifs et de réorganisation de l'armée amène des militaires à une démonstration de force devant le palais présidentiel. Les années 1950 vont être marquées par une série de rébellions. Les régions d'Aceh dans le nord de Sumatra et du sud de l'île de Célèbes rejoignent le mouvement séparatiste du Darul Islam, qui veut créer un État islamique. Dans l'ouest de Sumatra, des militaires proclament un « *gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie* » (PRRI dans son sigle indonésien). Dans le nord de Célèbes, une autre rébellion proclame un « *combat populaire universel* » (*Permesta* dans son acronyme indonésien). Ces différentes menaces sur l'unité nationale après plus de quatre ans de conflit avec les Néerlandais font que ce n'est qu'en 1955 que les premières élections peuvent être organisées. Quatre partis recueillent 78 % des votes : le Partai Nasional Indonesia (fondé par Soekarno en 1927) plus de 22 %, le Masyumi (qui prône une démocratie musulmane, au sens où on parle de démocratie chrétienne en Allemagne et en Italie) près de 21 %, le parti musulman Nahdlatul Ulama plus de 18% et le PKI (Parti communiste indonésien) plus de 16 %. Mais Soekarno prend en 1957 un tournant autoritaire. Il annule le résultats des élections de 1955 et lance en 1959 la *demokrasi terpimpin*, « *démocratie dirigée* », un système formellement démocratique dans lequel le pouvoir est en fait concentré dans les mains du chef de l'État.

En 1965, une insurrection de militaires est réprimée et déclenche des massacres anticommunistes qui d'après la politologue Françoise Cayrac-Blanchard font [plus de 500 000 morts\\*](#). Un certain général Soeharto, qui a pris la tête de la répression, force Soekarno à lui remettre le pouvoir en mars 1966. Il ne fera que reprendre un système de gouvernement mis en place par son prédécesseur. [8]

En 1971, le nouveau régime organise les premières élections législatives depuis celles de 1955. Le Golkar, une organisation créée en 1964 par les militaires pour contrer la puissance alors montante du Parti communiste indonésien, obtient un peu moins de 63 % des voix. Seul candidat à la présidence, Soeharto est élu par le parlement [9]. En 1973, le régime regroupe les quatre partis musulmans qui avaient participé aux élections dans un Partai Persatuan Pembangunan (« Parti de l'unité et du développement » [10]) et les autres partis, laïques et chrétiens dans un Partai Demokrasi Indonesia (« Parti démocratique indonésien ») ou PDI. Dans un pays qui était à plus de 80 % rural à l'époque, le gouvernement interdit à ces deux partis de s'implanter hors des villes, ce qui permettra au Golkar d'obtenir régulièrement entre 62 % et 74 % des voix aux élections successives.

À l'élection présidentielle de 1998, Soeharto prend comme vice-président B. J. Habibie, un ingénieur qui était son ministre de la Recherche depuis vingt ans. Habibie, dont les parents étaient des amis de Soeharto, était le dauphin de ce dernier. Mais c'est lui qui décidera la tenue d'un referendum au Timor oriental en 1999 qui se traduira par le rejet d'un maintien au sein de la République d'Indonésie. Il organise la même année les premières élections démocratiques depuis celles de 1955.

Toutefois, il ne se présente pas à l'élection présidentielle par le parlement qui en est issu [11].

Les deux candidats à cette élection sont Abdurrahman Wahid, le très populaire dirigeant de la grande organisation musulmane Nahdlatul Ulama, et Megawati. Tous deux ont incarné l'opposition au régime Soeharto dans les dernières années de celui-ci. Sur les 700 sièges du parlement, le PDI-P de Megawati en obtient 313. Une coalition des autres partis, qui ont obtenu 373 sièges, fait élire Abdurrahman. Mais dans un esprit typiquement indonésien de rassemblement, ce dernier prend Megawati pour vice-présidente.

Gus Dur [12], comme on appelle le président élu, dirigeant de l'organisation socio-culturelle musulmane Nahdlatul Ulama, est un démocrate convaincu. Il aborde différentes questions taboues sous Soeharto, comme les conflits en Aceh et en Nouvelle-Guinée-Occidentale, [l'interdiction de toute manifestation culturelle chinoise](#) et les relations avec Israël <https://asialyst.com/fr/2019/04/15/indonesie-juifs-roman-national/>. Mais sa gestion incohérente des affaires du pays mène à sa destitution par le parlement en 2001. Sa vice-présidente Megawati devient automatiquement présidente.

Un amendement de la constitution promulgué en 2002 instaure une élection présidentielle au suffrage direct. Megawati se présente face à Susilo Bambang Yudhoyono, un général à la retraite qui était son ministre chargé de la Politique et de la Sécurité. La médiocre présidence de Megawati se traduit par un peu moins de 40 % des voix. Yudhoyono est au contraire apprécié, notamment pour être parvenu à un accord avec les séparatistes du GAM (Gerakan Aceh Merdeka, « mouvement pour un Aceh libre »), qui met fin à un conflit qui avait commencé en 1976. Il est réélu en 2009 dès le premier tour avec près de 61 % des voix, face une fois encore à Megawati, qui obtient un peu moins de 27 %, et Jusuf Kalla, qui était le vice-président de Yudhoyono, avec un peu plus de 12 %. La constitution limitant la présidence à deux mandats, Yudhoyono ne se représente pas en 2014.

Depuis la démission de Soeharto en 1998, les élections présidentielles successives, aussi bien celle de 1999 où des manœuvres de partis ont empêché l'élection de la candidate du parti qui avait obtenu le plus de sièges au parlement, que les suivantes, où d'une élection à l'autre les mêmes personnalités et les partis qui les soutiennent peuvent changer de camp, montrent que d'une part, ces partis n'ont pas d'idéologie et de projet de société clairs et que d'autre part, la personnalité des candidats et ce qu'ils ont réalisés sont des facteurs déterminants pour le choix des électeurs.

Jokowi en est l'exemple le plus remarquable. La presse étrangère a largement commenté le fait qu'il ne faisait pas partie de l'élite traditionnelle. En fait, c'est son action, d'abord comme maire de Solo puis comme gouverneur de Jakarta qui l'a fait connaître au public indonésien. C'est aussi son style simple et sa recherche du contact avec la population qui l'ont rendu populaire.

Dans *Penser la diversité du monde*, paru en 2008, Philippe d'Iribarne écrit : « *Dans chaque société, l'opposition entre deux expériences tient une place centrale. D'un côté, un péril particulier est perçu comme menaçant gravement chacun [...] conduisant à un état catastrophique. De l'autre, des voies de salut sont vues comme permettant de conjurer ce péril.* » Dans le cas de l'Indonésie, le « *péril particulier* » est la crainte d'être confronté à une situation perçue comme quelque chose de fermé [em]. Jokowi a su « *conjurer* » ce péril par un comportement adéquat à une conception indonésienne d'une bonne « *vie ensemble* ».

Mais le style ne suffit pas. Outre le peu d'égard pour les droits des populations dans plusieurs projets d'infrastructure, Jokowi n'a pas été capable de contrer les agissements des mouvements islamistes, notamment quand ceux-ci ont obtenu la [condamnation de son ex-adjoint Ahok pour insulte à l'islam](#), ni de [résoudre le conflit en Papua](#). En 2014, durant la campagne qui allait mener à sa première élection, Jokowi s'était engagé à [protéger les droits de l'homme](#). Mais dans un discours

sur l'état de la nation en janvier 2016, Jokowi a couvert divers sujets [mais pas celui des droits de l'homme](#). Au début de son second mandat, l'ONG Human Rights Watch, dans son rapport pour 2019, déclarait que Jokowi n'avait « pas réussi à traduire son soutien rhétorique aux droits de l'homme en [politiques significatives au cours de son premier mandat](#) ».

Certes, en janvier 2023, Jokowi a reconnu les violations des droits de l'homme du passé, citant douze événements, dont les massacres anticommunistes de 1965-1966, qui ont fait quelque 500 000 morts, les violations des droits de l'homme en Papua. Mais pour les militants des droits de l'homme, Jokowi n'a pas reconnu la responsabilité du gouvernement dans les atrocités commises ni exprimé une volonté de poursuivre leurs auteurs.

Pour ces militants, des lois passées ces dernières années ont [réduit plutôt qu'augmenté les libertés](#) depuis la fin du régime de Soeharto en 1998. Pour *The Economist*, Jokowi fait une « [sortie sans gloire](#) ». La construction d'une société démocratique fondée sur le principe de la souveraineté du peuple n'est pas un processus linéaire.

## Anda Djoehana Wiradikarta

---

### P.-S.

- « Indonésie : Jokowi, un retour de l'autoritarisme ? ». Asialyst. Publié 27 Juin 2024. Mis à jour 28 Juin 2024 :

<https://asialyst.com/fr/2024/06/27/indonesie-jokowi-retour-autoritarisme/>

- Anda Djoehana Wiradikarta est enseignant et chercheur en management interculturel au sein de l'équipe « [Gestion et Société](#) ». Depuis 2003, son terrain de recherche est l'Indonésie. Ingénieur de formation, il a auparavant travaillé 23 ans en entreprise, dont 6 ans expatrié par le groupe pétrolier français Total et 5 ans dans le groupe indonésien Medco.

- Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)

---

### Notes

[1] C'est un Français, Bernard Chêne, client de Joko Widodo quand celui-ci avait une entreprise de fabrication de meubles, qui a inventé ce nom. L'usage javanais voudrait qu'on appelle le président par la première partie de son nom personnel, « Joko ». Widodo n'est pas un nom de famille mais simplement la deuxième partie de son nom.

[2] Le « territoire spécial de Jakarta » a le statut de province.

[3] D'origine chinoise, son nom de naissance s'écrit 洪井 et se lit Tjung Ban Hok en langue hakka. On fait précéder son prénom Hok par le préfixe « a ».

[4] Le nom « Nusantara » a en fait été adopté comme autre nom de l'Indonésie. Il est tiré du *Pararaton* ou *Livre des rois*, écrit à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle en moyen-javanais, la langue des textes parus entre la fin de la période hindou-bouddhique au XV<sup>e</sup> siècle et le javanais moderne. Il signifie en réalité « îles de l'extérieur » et désigne donc à l'origine les îles autres que Java.

[5] En 2016, le gouvernement de Jokowi a institué comme jour férié le 1<sup>er</sup> juin, Hari Lahir Pancasila, « Jour de la naissance du Pancasila ». Le 1<sup>er</sup> juin 1945 en effet, Soekarno prononce un discours dans lequel il présente les « cinq principes », *panca sila* en sanskrit, sur lesquels sera fondé le futur État indonésien. Ces cinq principes figurent dans le préambule de la Constitution indonésienne.

[6] Pour « culture politique », je reprends la définition qu'en donne Denis-Constant Martin, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, à savoir « le résultat, construit dans le cadre d'une collectivité déterminée et, le plus souvent, attachée à un espace particulier, de l'appréhension, au travers des mécanismes de l'affectivité politique, des réalités matériellement vécues et des stratégies déployées par les individus (ou les groupes auxquels ils se sentent appartenir, ou encore les personnalités auxquelles ils s'identifient dans une situation donnée), ainsi que des relations établies entre ces réalités et ces stratégies » (« La découverte des cultures politiques », in Les Cahiers du CERI no. 2 (1992))

[7] Introduction à la traduction anglaise qu'il a faite du pamphlet en 1968.

[8] *Indonésie, l'armée et le pouvoir* (1991).

[9] La constitution indonésienne stipulait que c'était le parlement (Majelis Permusyawaratan Rakyat ou MPR, « assemblée délibérative du peuple ») en tant que représentant du peuple indonésien qui élisait le président.

[10] On notera l'absence de référence à l'islam.

[11] En 2002, le MPR a procédé à des amendements de la constitution, dont l'élection du président au suffrage direct.

[12] « Dur » est un diminutif d'Abdurrahman. « Gus » est une apocope du javanais bagus, « noble », et est un terme d'adresse pour les maîtres en religion musulmans.

[em] Gérer les femmes et les hommes en Indonésie : le cas de Total, thèse sous la direction de Philippe d'Iribarne que j'ai soutenue en 2010. Ce péril explique le sourire arboré par les Indonésiens, qui n'est pas une expression de bonheur ou de plaisir mais d'ouverture. Dire que les Indonésiens ont « la joie de vivre » relève de la folklorisation.